

AGGLOMÉRATION PARISIENNE

un pari capital

LA CONTINUITÉ DU TISSU URBAIN AVEC LA BANLIEUE DEVIENT UN ENJEU POUR PARIS. SURGISSENT AINSI LES QUESTIONS DU CENTRE ET DE LA PÉRIPHÉRIE, DE L'INTERCOMMUNALITÉ, DE LA REDISTRIBUTION DES RICHESSES ENTRE TERRITOIRES. ÉNORME CHANTIER, QUI TRAVERSE TOUS LES CHAMPS POLITIQUES.

PAR **RÉMI DOBAT**

REPORTAGE PHOTO **LUDOVIC MAILLARD.COM**

CES PHOTOGRAPHIES FONT PARTIE DE LA SÉRIE «LIGNE A», UNE TRAVERSÉE À PIED DE MARNE-LA-VALLÉE À CERGY-PONTOISE DU PHOTOGRAPHE LUDOVIC MAILLARD

Grand Paris, Paris métropole ou région capitale? Trois noms pour un seul et même enjeu, de taille: quel développement de la capitale et des communes de son agglomération? Un problème de vocabulaire, certes, mais qui implique des conceptions bien différentes. «Le terme de métropole me semble plus correct sur le plan politique et plus vrai sur le fonctionnement interdépendant de Paris et de sa périphérie», explique le géographe Simon Ronai (1). Il indique, contrairement au terme de Grand Paris, qu'il ne s'agit pas d'une capitale qui met la main sur ses voisins. » Le chan-

tier est énorme, traverse l'échiquier politique et les champs de compétence. Cela pose la question du rôle des communes, poursuit le géographe, du rapport entre le centre et la périphérie, du statut des villes capitales, de leur histoire industrielle et politique. »

En 2001, sous l'impulsion de la majorité municipale de Bertrand Delanoë, le chantier s'ouvre avec la création d'une délégation à la coopération avec les collectivités territoriales confiée à l'adjoint communiste Pierre Mansat. La continuité du tissu urbain avec la banlieue devient un enjeu pour Paris.

MISE SOUS TUTELLE

En juillet 2006, s'ouvre une conférence métropolitaine de l'agglomération ●●●

●●● parisienne regroupant une centaine d'élus de 63 communes essentiellement de gauche, l'UMP ayant interdit à ses élus d'y participer. Elle se réunit pour plancher sur les déplacements urbains et l'habitat.

De son côté, tout juste élu, Nicolas Sarkozy plaide pour le « Grand Paris », sorte de communauté urbaine incluant la petite couronne. La Région, qui travaille sur la révision du

SDRIF (2), y est opposée et son président socialiste Jean-Paul Huchon dénonce une « mise sous tutelle de la région ». Que veut Nicolas Sarkozy ? « Sa thèse, sur ce sujet comme sur bien d'autres, c'est que la capitale est en déclin », analyse Simon Ronai. « L'Etat considère que Paris et sa région sont les atouts principaux du pays, poursuit-il, et qu'il n'est pas question de les brider au profit de la province. Pour y arriver, Nicolas Sarkozy estime qu'il faut des décisions économiques et une autre organisation institutionnelle pour porter les projets et arriver à une meilleure solidarité financière entre les territoires. C'est sur ce dernier point que le doute est le plus fort au regard de ce qui a été sa pratique en tant que président du conseil général des Hauts-de-Seine ou maire de Neuilly. » Peu après, Christian Blanc, ancien PDG d'Air France puis d'une banque d'affaires, est nommé secrétaire d'Etat chargé du développement de la région capitale. Jusqu'alors sans réelle feuille de route, Christian Blanc consulte « tous azimuts » avant de lancer les projets à l'horizon 2009.

SENTIMENT D'APPARTENANCE

Pierre Mansat, lui, défend le projet de la Mairie de Paris, Paris métropole. L'objectif : dépasser les schémas anciens, Paris contre banlieue, ville-centre opposée à périphérie. Concrètement ? « Nous voulons faire émerger dans le cœur de cette métropole une plus grande cohérence, une meilleure articulation des politiques publiques et une meilleure solidarité financière et fiscale », répond l'adjoint de Bertrand Delanoë. Aujourd'hui, cette métropole est inégalitaire du point de vue des territoires et des ressources. Il faut mettre en place des

mécanismes de redistribution des richesses entre des territoires au développement de plus en plus inégal et ségrégatif pour leurs habitants. » D'un point de vue institutionnel, le projet se cherche encore, même si

« On ne peut pas concevoir ce débat en fonction de l'intérêt des seuls Parisiens. La banlieue doit être au centre de la réflexion. »

PATRICK BRAOUZEC, PRÉSIDENT DE PLAINE COMMUNE

Pierre Mansat estime qu'il est « nécessaire qu'il y ait une organisation politique au cœur de la métropole ». Et d'avancer la possibilité d'une « institution aujourd'hui inconnue dans notre pays qui prendrait un caractère fédéral. Elle unirait les institutions déjà existantes : région, départements, communes et aurait un rôle politique de coordination et de financement d'un certain nombre de grands projets mutualisés ». Mais l'essentiel n'est pas là. Pour Pierre Mansat, c'est « le sentiment d'appartenance à la métropole » qu'il s'agit de travailler. « Réfléchir en partant de l'échelon communal et départemental ne correspond pas à la vie des gens », argumente-t-il.

BASSINS DE VIE

Illustration sur le logement, gros enjeu de la métropole, alors que le prix de la pierre explose. « Il faut une politique du logement à l'échelle des bassins d'habitat, préconise l' élu. La crise est énorme et on ne peut y répondre dans les limites communales même quand elles sont importantes, comme à Paris. Il faut penser à une autre échelle, car aujourd'hui, c'est la concurrence des territoires qui prévaut, ce qui aggrave les inégalités » Qu'est-ce qu'une telle redistribution des cartes peut apporter sur les transports alors qu'existe et fonctionne le STIF, Syndicat des transports d'Ile-de-France ? « En effet, les déplacements sont gérés à la bonne échelle par le STIF », répond Pierre Mansat. Mais Paris métropole permettrait de porter avec force des grands projets, comme Métrophérique (3) appelé aussi Arc express. Il ne s'agit donc pas de toucher l'institution qui gère et organise les transports, mais de porter de manière plus forte politiquement les projets nécessaires. »

Le débat transcende les clivages traditionnels et on observe des divergences de points de vue au sein de la gauche comme de la droite. Pour Patrick Braouezec, président communiste de Plaine Commune,

difficile de voir la même chose côté Paris ou côté banlieue. « On ne peut pas concevoir ce débat simplement en fonction de l'intérêt des Parisiens, explique-t-il. La banlieue doit être au centre de la

réflexion. » Il est rejoint là-dessus par les Verts. « Comme les réflexions sont parisiennes, il manque cette notion de banlieue », explique Guy Bonneau, élu Vert au conseil régional d'Ile-de-France. Les zones agglomérées autour de Paris sont considérées comme la banlieue de Paris. Or, c'est de moins en moins vrai. Il y a de vraies vies dans ces zones de petite et de moyenne couronnes. » Ainsi les Verts plébiscitent-ils l'intercommunalité, « ces bassins de vie dans lesquels les habitants ont une identité commune, où l'essentiel de leurs déplacements ont lieu ».

A la tête d'une intercommunalité réputée pour bien fonctionner, Patrick Braouezec défend une vision de la « polycentralité », dite aussi « théorie de la marguerite ». Dans ce scénario, sans que la centralité de Paris, jugée nécessaire au développement économique, social et territorial, ne soit remise en cause, l'accent est mis sur la nécessité d'autres centralités. « On a autour de Paris 8 à 9 pétales, comme autant de centralités émergées ou émergentes. Il faut créer une nouvelle gouvernance autour de ces pôles structurants. Ces quelques grandes agglomérations et Paris intra-muros seraient réunis au sein d'une conférence métropolitaine, regroupant les présidents de ces communautés d'agglomération et le maire de Paris pour décider ensemble des choix stratégiques : les politiques économiques, les politiques de logement, de transports et d'aménagement pour ce cœur francilien. Cette polycentralité impliquerait que chaque ville se retrouve dans une intercommunalité. » Les réflexions étant parisiennes, il manque cette notion de banlieue.

Pour Pierre Mansat aussi, l'intercom-

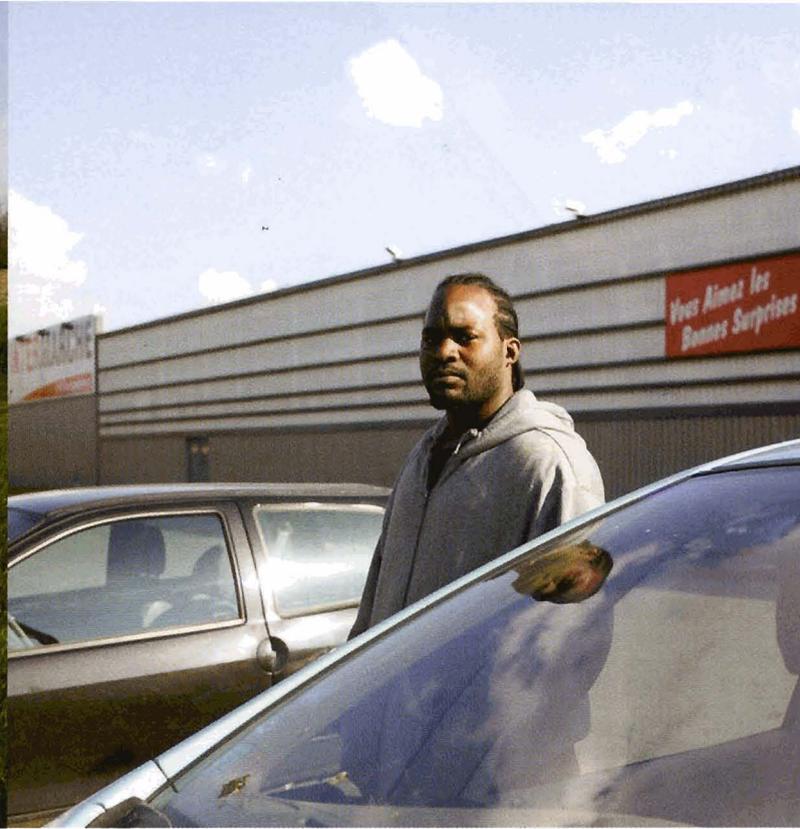
1. Simon Ronai est géographe et directeur du bureau d'étude Orgéco, spécialisé dans l'assistance à la gestion des communes.

2. Le SDRIF ou schéma directeur de la région Ile-de-France est un document d'urbanisme qui définit une politique d'aménagement du territoire. La réalisation des objectifs passe par des contrats de plan Etat-Région ou Etat-Département.

3. Projet de métro en rocade situé à une distance de 2 à 5 km du périphérique.



Christina, 57 ans, cuisinière dans une collectivité. Elle habite Villiers-Le-Bel (95).



Nikita, 31 ans, prothésiste dentaire et habitant de Sarcelles (95).

munalité est un enjeu de premier plan. Mais l'adjoint au maire de Paris estime aussi qu'elle est « trop souvent adossée à l'idée d'un rapport de force avec Paris. Enfin, le scénario dit de la "marguerite" laisse Paris isolé dans sa limite administrative et politique, ce qui n'est pas acceptable », juge l'adjoint de Bertrand Delanoë.

MÉTROPHÉRIQUE

Pour la droite, c'est l'occasion de partir à la conquête d'une zone aux mains de la gauche, Paris, la région Ile-de-France, la majorité des départements limitrophes. Pour autant, pas plus de consensus qu'à gauche. Roger Karoutchi, chef de file de l'UMP à la Région, préconise la création d'un « syndicat mixte » afin que « les communes, les départements, la région et l'Etat se parlent et se concertent ». Pour lui, le Grand Paris ne doit pas s'incarner dans une institution supplémentaire mais dans des projets. « *Le Métrophérique, de grandes constructions architecturales, un grand pôle d'affaires à l'Est, un grand campus universitaire, des éco-quartiers... On a besoin d'un maillage de transports publics qui privilégie le lien inter-banlieue y compris en grande couronne.* » L'élue de droite voit ensuite un texte de loi, mais « il ne faut pas une strate de plus dans le mille-feuille », précise-t-il. *Je crois à une structure de mission qui prendrait en charge une dizaine de projets structurants qui revitaliseraient notre région. Et dans cette structure, on retrou-*

verait l'Etat, la région, les départements et les communes concernées.

ÉLUS EXCLUS

A droite toujours, le sénateur de Seine-Saint-Denis Philippe Dallier proposait récemment la fusion de Paris, Hauts-de-Seine (92), Seine-Saint-Denis (93) et Val-de-Marne (94). Un projet qui semble faire l'unanimité contre lui. Selon un récent sondage effectué dans les trois départements concernés, 82 % des maires y sont hostiles. Pour Pierre Mansat, « *ce projet n'a aucune chance de voir le jour. C'est une solution du XIX^e ou du XX^e siècle, cela ne correspond pas à une métropole du XXI^e siècle.* »

Alors que quelques élus de premier plan

communiquent sur leur projet, nombre d'élus se sentent exclus d'un débat qui les concerne au premier chef. Dans un sondage paru fin avril dans le *Journal du dimanche*, les élus franciliens se plaignent massivement de ne pas être suffisamment intéressés à l'élaboration des projets. « *On sent bien qu'il y a une aspiration chez les élus locaux, analyse Simon Ronai. Tout le monde sait bien qu'on ne peut plus continuer comme avant. Mais on sent aussi des réticences quand il comprennent que le processus peut entamer leurs prérogatives. En attendant, il leur manque une culture urbaine et métropolitaine, qui leur permettrait de gérer et d'affronter les questions qui s'annoncent, en toute conscience.* » ■ R.D.

FRANÇOIS LABROILLE*

« Cesser de mettre les collectivités en concurrence »

Une « altermétropolisation » est possible. Ce processus doit inclure les nécessaires dialogues et coopérations entre collectivités pour des projets communs.

*FRANÇOIS LABROILLE EST CONSEILLER RÉGIONAL ÎLE-DE-FRANCE « ALTERNATIVE CITOYENNE » GROUPE CACR

Quel sont les enjeux majeurs des débats actuels concernant l'avenir de la région parisienne ?

François Labroille. Il faut prendre la mesure des mutations d'une « ville-monde ». Il s'agit de l'interpénétration croissante des territoires avec toujours plus d'interdépendance entre Paris et ce qui

n'est déjà plus sa périphérie, avec de nouveaux pôles qui émergent et qui font système. Il en ressort des opportunités nouvelles de développement et de création urbaine mais aussi des ségrégations renforcées. Le cœur d'agglomération change d'échelle et de configuration pour le meilleur et pour le pire. ●●●



Omar prépare le Capes à Maisons-Laffitte (78). Il rentre chez lui, à Bozons (95). F.L., 39 ans, est journaliste. Depuis 5 ans à Paris, réceptionniste dans un hôtel

●●● L'enjeu n'est donc pas d'abord institutionnel. Il est avant tout de maîtriser cette métropolisation et d'aller vers une « altermétropolisation », selon l'expression du géographe Guy Burgel. A sa façon, en mettant en avant les défis de la lutte contre les inégalités, de la crise climatique et énergétique, en faisant le choix de la ville compacte, en cherchant à adosser le développement économique aux solidarités sociales et territoriales, la Région Ile-de-France a apporté une vraie contribution à cette réflexion dans l'élaboration du nouveau schéma directeur depuis 2004. Même si on attend la validation avant la fin 2008 avec des discussions tendues avec l'Etat. Mais beaucoup reste à faire pour produire des projets communs et renverser les processus ségrégatifs en cours. Cela renvoie non seulement aux choix à faire et à concrétiser sur le logement, les transports, l'emploi mais aussi à une redistribution des ressources entre territoires bien supérieure à ce qui se fait actuellement.

Il semble que des questions non soldées empêchent le débat de s'enclencher réellement. Quels sont les blocages ?

F.L. Les difficultés résultent d'approches trop souvent politiciennes, obsédées par des enjeux de pouvoir ou des rivalités institutionnelles là où les questions du projet, de la conception du devenir de la région et de son cœur d'agglomération

devraient prévaloir. A droite, les arrière-pensées électoralistes sont évidentes avec la recherche d'une reconquête de positions encore fragilisées en Ile-de-France à l'issue des élections de mars 2008. C'est une source de brouillage.

Les tentations localistes au sens géographique ou institutionnel n'épargnent pas les familles de pensée à gauche. Et l'appartenance géographique l'emporte parfois sur l'appartenance politique avec la tendance à vivre l'institution que l'on représente potentiellement mise en danger par les autres.

Il y a aussi des héritages culturels à dépasser avec le poids d'une vision de la domination parisienne, héritée de l'annexion de 1860, souvent confondue avec la tutelle de l'Etat et qui résiste parfois aux nouveaux rapports que Paris cherche à développer avec ses partenaires depuis 2001. Il faut aussi intégrer des identités nouvelles qui émergent, celles de nouveaux territoires avec des expériences prometteuses comme celle de Plaine Commune.

Finalement, les enjeux de la métropole sont d'une telle envergure qu'ils s'imposent tôt ou tard comme éléments centraux des débats à venir. Pour preuve, le travail assez novateur engagé par la Conférence métropolitaine comme les premières conclusions de la commission créée en novembre dernier par le conseil régional dites « scénarii métropole Paris Ile-de-France demain ».

Que préconisez-vous pour avancer ?

F.L. Je ne crois pas à une solution institutionnelle toute faite. Ni au *statu quo*, ni au big bang sorti de quelques cerveaux éclairés. Je préfère parler d'un processus. Avec avant tout les nécessaires dialogues et coopérations entre collectivités pour des projets communs. La matière et les défis ne manquent pas quand on sait par exemple la réflexion déjà engagée avec l'élaboration du SDRIF ou le nouvel élan donné au STIF (syndicat des transports) depuis sa décentralisation. En ce sens, l'activation de la conférence métropolitaine est une très bonne voie si elle devient plus opérationnelle et en forte complémentarité avec l'institution régionale. Elle a tout à gagner au développement simultané de vraies intercommunalités et à une implication de la Région. Il faut cesser de vivre les collectivités en concurrence, ne pas exonérer l'Etat de ses propres responsabilités et accepter que les géométries ou périmètres puissent varier selon les sujets traités.

Mais dans ce cadre deux exigences majeures doivent être prises en compte : celle de la redistribution des ressources entre territoires, quelles que soient les solutions techniques retenues et celle de la démocratie. A cet égard, tout est à faire. La grande majorité des citoyens est hors-jeu de ces débats puisque perçus sous le seul angle de rivalités de pouvoir. Le défi pour tout projet progressiste est probablement là. ■ RECUEILLIS PAR RÉMI DOUAT